

**Convention de financement « INTRACTING » pour la rénovation
énergétique de [nom du bâtiment] de la collectivité [...]**

La convention suivante est passée entre :

La **COLLECTIVITE d'...** représentée par son Maire/Son Président, dûment habilité(e) à la signature de la présente par une délibération du Conseil Municipal/Conseil communautaire en date du, ci-après dénommée « la Collectivité ».
d'une part,

ET

Le Syndicat Départemental des Energies de la Dordogne, représenté par son Président, Monsieur Philippe Ducène, dûment habilité à la signature de la présente par une délibération du comité syndical en date, ci-après dénommé « SDE 24 »

d'autre part,

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** »

PREAMBULE

Considérant l'enjeu que représente aujourd'hui la nécessité de diminuer la facture énergétique, la maîtrise de la consommation de l'énergie est devenue une préoccupation majeure pour toutes les collectivités.

Eu égard à ce contexte énergétique et environnemental, le SDE 24 souhaite accompagner les collectivités dans la rénovation globale des bâtiments. A ce titre, il peut financer les travaux de rénovation énergétique des bâtiments publics pour le compte des collectivités, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2224-34 du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Les personnes publiques mentionnées au présent article peuvent prendre en charge, pour le compte de leurs membres, tout ou partie des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments dont ces membres sont propriétaires. Elles peuvent assurer le financement de ces travaux. Ces travaux font l'objet de conventions conclues avec les membres bénéficiaires. »

Parallèlement, la Banque des Territoires propose un dispositif d'avance remboursable à taux particulièrement attractif pour les travaux de rénovation énergétique des bâtiments.

Le SDE 24 a négocié avec la Banque des Territoires, une enveloppe globale d'Avance Remboursable de 5 Millions d'euros au taux d'intérêt préférentiel de 0,75% pris en charge par le SDE 24 en faveur des collectivités du département.

Cette Avance Remboursable, doit permettre aux collectivités du département, désireuses de réaliser des travaux d'amélioration de la performance énergétique de leurs bâtiments, de passer à l'acte au moyen d'un financement très attractif pour les travaux éligibles.

C'est dans ce contexte et en vue de cet objectif, qu'intervient la présente convention.

Table des matières

PREAMBULE.....	2
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICPATION FINANCIERE.....	4
ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT DE L’AVANCE PAR LA COLLECTIVITE AU SDE 24 :	4
ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 5 – RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION.....	4
ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES	5
ANNEXE 1 : ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT	6

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet le financement d'une partie des dépenses engagées par la collectivité pour la rénovation énergétique de [nom du bâtiment]

ARTICLE 2 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE

Le montant de la participation financière est défini lors du choix du scénario de rénovation énergétique par la collectivité.

Il est calculé sur la base des économies financières générées par le scénario privilégié sur une période de 13 ans maximum.

Le montant de l'avance remboursable est arrêté à ... € (annexe 1)

Les travaux non éligibles à l'avance remboursables seront financés par la collectivité qui inscrira à cet effet les crédits nécessaires dans son budget.

La collectivité fournira au SDE 24 la convention de financement signé.

Le SDE 24 versera l'avance remboursable à la collectivité à réception des premiers acomptes des entreprises réalisant les travaux.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT DE L'AVANCE PAR LA COLLECTIVITE AU SDE 24 :

Le remboursement de l'annuité de l'Avance Remboursable s'opérera annuellement sur la base du tableau d'amortissement établi par le SDE 24 déclinant les conditions financières associées à l'annexe 1.

Le remboursement de l'annuité par la collectivité au SDE 24 interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception du titre de recette établi par le SDE 24.

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra fin à la date de paiement par la collectivité de la dernière échéance annuelle de remboursement de l'avance.

ARTICLE 5 – RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION

La convention est résiliée de plein droit, trente jours calendaires après notification par l'une des parties à l'autres, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les montants restants dus seront à rembourser dans leur intégralité au SDE 24.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties s’engagent à épuiser toutes les possibilités de conciliation avant de saisir le juge compétent.

Tout litige relatif à la présente convention sera porté devant les Tribunaux territorialement compétent.

Lu et Approuvé

Fait en trois exemplaires

A, le

Pour la collectivité

Pour le SDE 24

Monsieur le Président

ANNEXE 1 : ECHEANCIER DE REMBOURSEMENT

1. Montant des économies énergétiques estimés

Economies/an sur la facture énergétique	... €
Economies 13 ans maximum	... €

L'économie annuelle générée par la réalisation de l'ensemble des travaux de rénovation énergétique est de €. Le montant de l'avance remboursable est multiplié par les 13 années de remboursement, soit €

Les annuités sont constantes et sans taux d'intérêt pris en charge par le SDE 24.

2. Montant des annuités et tableau d'amortissement

Année	Période	Versement de l'Intracring	Annuité	Reste à payer	Date de paiement
2025	0	-€			
2026	1		-€	-€	N + 1 après la date de versement de l'AR
2027	2		-€	-€	N + 2 après la date de versement de l'AR
2028	3		-€	-€	....
2029	4		-€	-€	....
2030	5		-€	-€	....
2031	6		-€	-€	....
2032	7		-€	-€	....
2033	8		-€	-€	....
2034	9		-€	-€	....
2035	10		-€	-€	....
2036	11		-€	-€	....
2037	12		-€	-€	....
2038	13		-€	-€	....

Fait pour servir et valoir ce que de droit, le

Fait en 2 exemplaires

A ...,

Monsieur le Maire,

Prénom NOM

Cachet et signature

Le Président du SDE 24,

Philippe DUCENE